



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2683

Texte de la question

SIGNES DE REPRISE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Marcel Rogemont, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Marcel Rogemont. Chers collègues, nous savons tous dans cet hémicycle, nous qui agissons, ici comme ailleurs, pour le bien public, que le temps du politique n'est pas le temps des médias, que la politique n'est pas une succession de petites phrases, fussent-elles assassines. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Nous savons tous que seule une action déterminée, tenace et exigeante, peut agir sur la vie économique et sociale d'un pays. Il en est ainsi pour le nôtre.

Depuis 2012, sous l'autorité du Président de la République et avec une détermination sans faille (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), le Gouvernement mène une politique qui assume le temps.

M. Sylvain Berrios. Il n'est pas pressé !

M. Marcel Rogemont. Aujourd'hui, des éléments concrets annoncent une vitalité économique que nous avons perdue depuis des années : hausse du pouvoir d'achat et de la consommation, légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi, progression de 8 % de l'investissement, clé de la croissance pour 2015, ou encore les résultats de la Banque publique d'investissement – pas moins de 4 582 entreprises ont été accompagnées sur des projets innovants...

M. Sylvain Berrios. Ça sent les cantonales !

M. Marcel Rogemont. ...et le financement de l'export a connu une croissance de 262 %.

La France fait le choix de la production, de la création, de l'innovation et de l'export. Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps, mais il y a une France qui ne veut pas baisser les bras, qui se bat chaque jour pour que le rêve d'une France apaisée et solidaire ouvre une nouvelle page.

Oscar Wilde écrivait que « la sagesse est d'avoir des rêves suffisamment grands pour ne pas les perdre de vue lorsqu'on les poursuit ». (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Monsieur le ministre, quel message souhaitez-vous adresser à ceux qui ne veulent pas baisser les bras ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, merci pour la force et la conviction de votre question. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) La beauté de la politique, c'est d'agir dans la durée. La beauté de la politique, c'est d'agir dans la cohérence de l'action. Ce n'est pas de

commenter, au jour le jour ou à l'heure l'heure, tel résultat ou telle petite phrase.

Oui, la France se réforme et agit, depuis 2012, malgré les difficultés et malgré une croissance beaucoup trop faible, en 2014, dans l'ensemble de la zone euro. Parce que nous l'avons voulu en France, en particulier en mettant en place des dispositifs qui permettent aux entreprises d'avoir plus de moyens aujourd'hui pour investir.

Parce que nous l'avons voulu en Europe, en pesant pour réorienter la politique européenne, tout particulièrement dans le domaine monétaire, avec un euro dont le niveau est aujourd'hui beaucoup plus comparable à sa vraie valeur et qui permet à nos exportateurs d'être à l'offensive pour conquérir des marchés et pour créer des emplois en France.

Oui, parce que nous l'avons voulu en modernisant notre système bancaire d'aide aux entreprises. La Banque publique d'investissement – BPI – fait un travail remarquable pour soutenir ceux qui sont à l'initiative, ceux qui veulent prendre des risques, ceux qui sont prêts non seulement à aller à l'étranger pour porter les qualités de la production française, mais aussi à se battre sur le territoire français pour développer l'emploi.

Tout cela, c'est le résultat d'une politique que nous avons souhaitée, que nous avons soutenue et que nous avons voulue.

Monsieur le député, vous avez raison de le souligner, les premiers signes de l'amélioration que nous voulions se manifestent aujourd'hui.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Michel Sapin, ministre. Ils sont encore trop faibles et trop incertains. Il faut les confirmer, les conforter. On ne doit se satisfaire d'aucune des situations d'aujourd'hui mais, oui, les signes sont des signes positifs : la consommation des ménages a augmenté, l'investissement des entreprises – ce sont elles qui le disent – va augmenter. Bref, nous sommes aujourd'hui dans la situation où la France peut se redresser, à une condition : que nous continuions avec détermination et avec votre soutien. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Marcel Rogemont](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (8^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2683

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [18 mars 2015](#)